

## LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

### MINISTERE DE L'INTERIEUR

F. 97 — 1781

[C — 97/619]

**18 JUILLET 1997** — Loi modifiant la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage, la loi du 19 juillet 1991 organisant la profession de détective privé et la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée par l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE Ier. — *Modifications de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage*

**Art. 2.** A l'article 1er de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1er est remplacé par les alinéas suivantes :

« § 1<sup>er</sup>. Est considérée comme entreprise de gardiennage au sens de la présente loi, toute personne morale ou physique exerçant, autrement que dans le lien d'un contrat de travail, une activité consistant à fournir à des tiers, de manière permanente ou occasionnelle, des services de :

- 1° surveillance et protection de biens mobiliers ou immobiliers;
- 2° protection de personnes;
- 3° surveillance et protection de transport de valeurs;
- 4° gestion de centraux d'alarme.

Au sens de l'alinéa 1er, 3°, sont considérés comme valeurs tous les biens qui, en raison de leur caractère précieux ou de leur nature spécifique, font l'objet d'une menace. Toutefois, le Roi peut exclure certaines valeurs du champ d'application de la présente loi.

Ne sont pas considérés comme entreprises de gardiennage, les associés d'une entreprise de gardiennage autorisée, qui exercent effectivement des activités définies à l'alinéa 1<sup>er</sup>, lorsqu'ils sont unis, par alliance ou par un lien de parenté jusqu'au deuxième degré, avec un des associés fondateurs ou lorsque la société concernée comporte un maximum de quatre associés actifs qui exercent des activités définies à l'alinéa 1<sup>er</sup>. »

2° le § 3 est remplacé par les alinéas suivants :

(1) *Session 1996-1997*

*Documents de la Chambre des représentants :*

- 934 -96/97 :
- N° 1 : Projet de loi.
- N° 2 : Amendements.
- N° 3 : Rapport.
- N° 4 : Texte adopté par la commission.
- N° 5 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

*Annales de la Chambre des représentants :* 29 et 30 avril 1997.

*Document du Sénat :*

- 1-617 - 1996/1997 :
  - N° 1 : Projet transmis par la Chambre des représentants.
  - N° 2 : Amendements.
  - N° 3 : Rapport.
  - N° 4 : Texte adopté par la commission.
  - N°s 5 et 6 : Amendements.
  - N° 7 : Procédure d'évocation.
- Annales du Sénat :* 10 juillet 1997.

### MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 97 — 1781

[C — 97/619]

**18 JULI 1997**. — Wet tot wijziging van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten, de wet van 19 juli 1991 tot regeling van het beroep van privé-detective en de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten*

**Art. 2.** In artikel 1 van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen door de volgende leden :

« § 1. In de zin van deze wet wordt als bewakingsonderneming beschouwd, elke rechtspersoon of natuurlijke persoon die, anders dan in het verband van een arbeidsovereenkomst, een activiteit uitoefent bestaande in de blijvende of tijdelijke levering aan derden van diensten van :

- 1° toezicht op en bescherming van roerende of onroerendegoederen;
- 2° bescherming van personen;
- 3° toezicht op en bescherming bij het vervoer van waarden;
- 4° beheer van alarmcentrales.

In de zin van het eerste lid, 3°, worden als waarden beschouwd alle goederen die, omwille van hun kostbaar karakter of bijzondere aard, onderhevig zijn aan bedreiging. De Koning kan echter bepaalde waarde uitsluiten van het toepassingsgebied van onderhavige wet.

Als bewakingsondernemingen worden evenwel niet beschouwd de vennoten in een vergunde bewakingsonderneming die effectief activiteiten, bepaald in het eerste lid, uitoefenen, indien zij in een band van aan- of bloedverwantschap tot in de tweede graad staan met één der oprichtende vennoten of indien de betrokken vennootschap bestaat uit maximaal vier actieve vennoten die activiteiten, bepaald in het eerste lid, uitoefenen. »

2° § 3 wordt vervangen door de volgende leden :

(1) *Zitting 1995-1996*

*Gedr. St. van de Kamer van volksvertegenwoordigers :*

- 934 -96/97 :
- Nr. 1 : Wetsontwerp.
- Nr. 2 : Amendementen.
- Nr. 3 : Verslag.
- Nr. 4 : Tekst aangenomen door de commissie.
- Nr. 5 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

*Handelingen van de Kamer van volksvertegenwoordigers :* 29 en 30 april 1997.

*Gedr. St. van de Senaat :*

- 1-617 - 1996/1997 :
  - Nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de Kamer van volkstegenwoordigers.
  - Nr. 2 : Amendementen.
  - Nr. 3 : Verslag.
  - Nr. 4 : Tekst aangenomen door de commissie.
  - Nrs. 5 en 6 : Amendementen.
  - Nr. 7 : Evocatie procedure
- Handelingen van de Senaat :* 10 juli 1997.

« Est considérée comme entreprise de sécurité, au sens de la présente loi, toute personne physique ou morale exerçant une activité consistant à fournir à des tiers, de manière permanente ou occasionnelle, des services de conception, d'installation, d'entretien ou de réparation de systèmes et de centraux d'alarme.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup> et sans préjudice de l'article 12 n'est pas considérée comme entreprise de sécurité la personne physique ou morale qui exerce les activités, telles que définies à l'alinéa 1<sup>er</sup>, exclusivement en vue d'assurer la sécurité des véhicules, tels que définis dans l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière. »

**Art. 3.** A l'article 2 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1er, l'alinéa 5 est remplacé par la disposition suivante :

« L'autorisation peut être abrogée à la demande de l'entreprise de gardiennage ou de l'entreprise qui organise le service interne de gardiennage, conformément aux modalités à déterminer par le Roi. »

2° au § 3, alinéa 1er, les mots « des Communautés européennes » sont remplacés par le mots « de l'Union Européenne. »

**Art. 4.** A l'article 4 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 3 est complété par les mots « ou abrogé à la demande de l'entreprise de sécurité, conformément aux modalités à déterminer par le Roi »;

2° l'alinéa 4 est abrogé.

**Art. 5.** A l'article 5, alinéa 1er de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° au 1°, l'alinéa 1er et l'alinéa 3 sont remplacées respectivement par les alinéas suivants :

a) « 1° ne pas avoir été condamnées, même avec sursis, à un emprisonnement de six mois au moins du chef d'une infraction quelconque ou à un emprisonnement moindre du chef de vol, extorsion, abus de confiance, escroquerie, faux en écritures, attentat à la pudeur, viol ou d'infractions visées aux articles 379 à 386ter du Code pénal, à l'article 259bis du Code pénal, aux articles 280 et 281 du Code pénal, par la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiants, désinfectantes ou antiseptiques et ses arrêtés d'exécution, par la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port d'armes et au commerce des munitions et ses arrêtés d'exécution ou par la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel ».

b) « L'entreprise de gardiennage ou de sécurité ou le service interne de gardiennage est tenu de prévenir immédiatement le Ministre de l'Intérieur dès que l'entreprise ou le service prend connaissance du fait qu'une personne ne satisfait plus à cette condition à la suite d'un jugement coulé en force de chose jugée et doit immédiatement mettre fin à toute tâche remplie par cette personne dans cette entreprise ou ce service ».

2° le 2° est remplacé par la disposition suivante :

« être ressortissant d'un état membre de l'Union européenne »,

3° le 6° est remplacé par la disposition suivante :

« 6° ne pas avoir été, au cours des cinq années qui précèdent, membres d'un service de police tel que défini par la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, ou d'un service public de renseignements, tel que défini par la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignements, ni avoir exercé une des fonctions militaires ou une des fonctions publiques figurant sur une liste arrêtée par le Roi ».

**Art. 6.** L'article 6 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. Les personnes qui exercent, dans une entreprise de gardiennage, une entreprise de sécurité ou un service interne de gardiennage, une autre fonction que celles qui sont visées à l'article 5, doivent satisfaire aux conditions suivantes :

1° ne pas avoir été condamnées, même avec sursis, à un emprisonnement de six mois au moins du chef d'une infraction quelconque ou à un emprisonnement moindre du chef de vol, extorsion, abus de confiance, escroquerie, faux en écritures, attentat à la pudeur, viol ou « overeenkomstig de door de Koning te bepalen nadere regels » aux articles 379 à 386ter du Code pénal, à l'article 259bis du Code pénal, aux

« In de zin van deze wet wordt als beveiligingsonderneming beschouwd, elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die een activiteit uitoefent bestaande in de blijvende of tijdelijke levering aan derden van diensten van conceptie, installatie, onderhoud of herstelling van alarmsystemen en alarmcentrales.

In afwijking van het eerste lid en zonder afbreuk te doen aan artikel 12 wordt evenwel niet als beveiligingsonderneming beschouwd de natuurlijke of rechtspersoon die de in het eerste lid bepaalde activiteiten uitsluitend uitoefent met het oog op de beveiliging van voertuigen, zoals gedefinieerd in het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer. »

**Art. 3.** In artikel 2 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, wordt de vijfde alinea vervangen door de volgende bepaling :

« De vergunning kan op verzoek van de bewakingsonderneming of van de onderneming die de interne bewakingsdienst organiseert, overeenkomstig de door de Koning te bepalen nadere regels worden opgeheven. »

2° in § 3, eerste lid, worden de woorden "Europese Gemeenschappen" vervangen door de woorden "Europese Unie".

**Art. 4.** In artikel 4 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het derde lid wordt aangevuld door de woorden « of op verzoek van de beveiligingsonderneming opgeheven worden, overeenkomstig de door de Koning te bepalen nadere regels »;

2° het vierde lid wordt opgeheven

**Art. 5.** In artikel 5, eerste lid, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het 1° worden het eerste en het derde lid respectievelijk vervangen door de volgende leden :

a) « 1° niet veroordeeld geweest zijn, zelfs niet met uitstel, tot een gevangenisstraf van ten minste zes maanden wegens enig misdrijf of tot een lagere gevangenisstraf wegens diefstal, afpersing, misbruik van vertrouwen, oplichting, valsheid in geschriften, aanranding van de eerbaarheid, verkrachting, of misdrijven, bepaald bij de artikelen 379 tot 386ter van het Strafwetboek, bij artikel 259bis van het Strafwetboek, bij de artikelen 280 en 281 van het Strafwetboek, bij de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen en verdoovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica en haar uitvoeringsbesluiten, bij de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie en haar uitvoeringsbesluiten of bij de wet van 8 december 1992 betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens ».

b) « De bewakings- of beveiligingsonderneming of de interne bewakingsdienst is gehouden ogenblikkelijk de Minister van Binnenlandse Zaken te waarschuwen, zodra de onderneming of de dienst kennis neemt van het feit dat een persoon ingevolge een in kracht van gewijsde gegane veroordeling niet meer aan deze voorwaarde voldoet, en dient ogenblikkelijk een einde te maken aan elke taak die bij deze onderneming of dienst door deze persoon wordt vervuld ».

2° het 2° wordt vervangen door de volgende bepaling :

« onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese Unie »,

3° het 6° wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 6° sinds vijf jaar geen lid zijn geweest van een politiedienst, zoals bepaald in de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt of van een inlichtingendienst, zoals bepaald in de wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten, noch een militair of openbaar ambt hebben bekleed dat voorkomt op een door de Koning te bepalen lijst ».

**Art. 6.** Artikel 6 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 6. De personen die in een bewakingsonderneming, een beveiligingsonderneming of een interne bewakingsdienst een andere functie uitoefenen dan die welke beoogd worden in artikel 5, moeten voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° niet veroordeeld zijn, zelfs niet met uitstel, tot een gevangenisstraf van ten minste zes maanden wegens enig misdrijf of tot een lagere gevangenisstraf wegens diefstal, afpersing, misbruik van vertrouwen, oplichting, valsheid in geschriften, aanranding van de eerbaarheid, verkrachting, of misdrijven, bepaald bij de artikelen 379 tot 386ter van het Strafwetboek, bij artikel 259bis van het Strafwetboek, bij de artike-

articles 280 et 281 du Code pénal, par la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiants, désinfectantes ou antiseptiques et ses arrêtés d'exécution, ou par la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et aux commerce des munitions et ses arrêtés d'exécution, de par la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Les personnes qui, à l'étranger, ont été condamnées pour des faits similaires par un jugement coulé en force de chose jugée ou celles qui ont été condamnées à l'étranger à un emprisonnement de six mois au moins du chef d'une infraction quelconque, sont réputées ne pas satisfaire à la condition fixée ci-dessus.

Toute personne qui ne satisfait plus à cette condition à la suite d'un jugement coulé en force de chose jugée, est tenue d'en informer immédiatement les personnes qui assurent la direction effective de l'entreprise de gardiennage, du service interne de gardiennage ou de l'entreprise de sécurité.

L'entreprise de gardiennage ou de sécurité ou le service interne de gardiennage est tenu de prévenir immédiatement le Ministre de l'Intérieur dès que l'entreprise ou le service prend connaissance du fait qu'une personne ne satisfait plus à cette condition à la suite d'un jugement coulé en force de chose jugée et doit immédiatement mettre fin à toute tâche remplie par cette personne dans cette entreprise ou ce service;

2° être ressortissants d'un état membre de l'Union européenne;

3° avoir leur domicile ou, à défaut, leur résidence habituelle en Belgique;

4° ne pas exercer simultanément des activités de détective privé, de fabricant ou de marchand d'armes ou de munitions ou toute autre activité qui, par le fait qu'elle est exercée par la même personne que celle qui poursuit les activités de gardiennage, peut constituer un danger pour l'ordre public ou la sécurité intérieure ou extérieure de l'Etat;

5° satisfaire aux conditions de formation professionnelle et d'exams médicaux et psychotechniques, arrêtées par le Roi;

6° ne pas avoir été, au cours des cinq années qui précèdent, membres d'un service de police tel que défini par la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, ou d'un service public de renseignements, tel que défini par la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignements, ni avoir exercé une des fonctions militaires ou une des fonctions publiques figurant sur une liste arrêtée par le Roi;

7° être âgées de dix-huit ans accomplis.

Les conditions fixées aux 2°, 3° et 5° ne s'appliquent pas au personnel administratif ou logistique des entreprises visées par le présent article.

Est considéré comme personnel administratif et logistique au sens de la présente loi, le personnel qui ne prend aucune part à l'exercice des activités énumérées à l'article 1er.

Les conditions fixées aux 2°, 3°, de même que les conditions afférentes à l'examen psychotechnique visées au 5°, ne s'appliquent pas au personnel des entreprises de sécurité.

Les conditions prévues à l'article 5 et au présent article doivent être remplies cumulativement par les personnes qui exercent simultanément des fonctions dirigeantes et exécutives. »

**Art. 7.** A l'article 8 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 2, l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Pour l'accomplissement de leurs missions, seuls les membres du personnel des dites entreprises et desdits services ou les personnes travaillant pour leur compte, qui ont suivi avec succès une formation dans un stand de tir agréé conformément à la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, sont autorisés à détenir, transporter et porter des armes. Les gardes qui ne disposent pas d'une expérience professionnelle satisfaisante d'au moins 6 mois doivent, pendant l'accomplissement de missions armées, être en permanence encadrés par un ou plusieurs gardes expérimentés. Le Roi détermine ce qu'il faut entendre par « expérience professionnelle satisfaisante » et par « gardes expérimentés ». »

len 280 en 281 van het Strafwetboek, bij de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica en haar uitvoeringsbesluiten of bij de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie en haar uitvoeringsbesluiten of bij de wet van 8 december 1992 betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

Personen die wegens soortgelijke feiten in het buitenland een in kracht van gewijsde gegane veroordeling hebben opgelopen of die in het buitenland veroordeeld zijn tot een gevangenisstraf van ten minste zes maanden wegens enig misdrijf, worden geacht niet aan de hierboven gestelde voorwaarde te voldoen.

Iedere persoon die ingevolge een in kracht van gewijsde gegane veroordeling niet meer aan deze voorwaarde voldoet is gehouden hiervan onmiddellijk de personen die de werkelijke leiding hebben van de bewakingsonderneming, de interne bewakingsdienst of de beveiligingsonderneming op de hoogte te brengen.

De bewakings- of beveiligingsonderneming of de interne bewakingsdienst is gehouden ogenblikkelijk de Minister van Binnenlandse Zaken te waarschuwen, zodra de onderneming of de dienst kennis neemt van het feit dat een persoon ingevolge een in kracht van gewijsde gegane veroordeling niet meer aan deze voorwaarde voldoet, en dient ogenblikkelijk een einde te maken aan elke taak die bij deze onderneming of dienst door deze persoon wordt vervuld.

2° onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese Unie;

3° hun woonplaats, of bij gebreke ervan, hun normale verblijfplaats hebben in België;

4° niet tegelijkertijd werkzaamheden van privé-detective, van wapen- of munitiefabrikant, van wapen- of munitiehandelaar of enige andere werkzaamheid uitoefenen die, doordat ze wordt uitgeoefend door deze zelfde persoon die ook bewaking verricht, een gevaar kan opleveren voor de openbare orde of voor de in- of uitwendige veiligheid van de Staat;

5° voldoen aan de door de Koning vastgestelde voorwaarden inzake beroepsopleiding en -vorming en medisch en psychotechnisch onderzoek;

6° sinds vijf jaar geen lid zijn geweest van een politiedienst, zoals bepaald in de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt of van een openbare inlichtingendienst, zoals bepaald in de wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten, noch een militair of openbaar ambt hebben bekleed dat voorkomt op een door de Koning te bepalen lijst;

7° volle achttien jaar oud zijn.

De onder het 2°, het 3° en het 5° vermelde voorwaarden gelden niet voor het administratief of logistiek personeel van de in dit artikel bedoelde ondernemingen.

Wordt als administratief en logistiek personeel beschouwd in de zin van deze wet, het personeel dat op geen enkele wijze deelneemt aan de uitoefening van de activiteiten opgesomd in artikel 1.

De onder de 2° en 3° vermelde voorwaarden, alsook de onder de 5° bedoelde voorwaarden betreffende het psychotechnisch onderzoek zijn niet toepassing op het personeel van de beveiligingsondernemingen.

De voorwaarden gesteld in artikel 5 en in onderhavig artikel moeten cumulatief vervuld worden door de personen die tegelijkertijd leidinggevende en uitvoerende functies uitoefenen. »

**Art. 7.** In artikel 8 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2 wordt het tweede lid vervangen door de volgende bepaling :

« Voor het uitvoeren van hun opdrachten mogen alleen de personeelsleden van de genoemde ondernemingen en diensten of de personen die voor hun rekening werken, die met goed gevolg een opleiding hebben genoten in een overeenkomstig de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en den handel in munitie erkende schietstand, wapens houden, vervoeren en dragen. Bewakingsagenten die niet over een bevredigende beroepservaring van minstens 6 maanden beschikken, moeten bij de uitvoering van gewapende opdrachten te allen tijde begeleid worden door één of meerdere ervaren bewakingsagenten. De Koning bepaalt wat onder « bevredigende beroepservaring » en « ervaren bewakingsagenten » dient verstaan te worden. »

2° au § 2, l'alinéa 6 est abrogé;

3° au § 3, la phrase suivante est insérée après le mot "police" :

« L'entreprise ne pourra délivrer elle-même aucun document de type analogue à son personnel. »

4° au § 5, l'alinéa 1er est remplacé par la disposition suivante :

« Le Roi peut déterminer des conditions dans lesquelles les entreprises de gardiennage et les services internes de gardiennage peuvent utiliser certains moyens et méthodes dans l'exercice de leurs missions. Il peut en outre imposer des conditions à l'utilisateur des services visés à l'article 1er, § 1er, 3°, pour qu'ils prennent des mesures afin de garantir une sécurité maximale. »

En cas d'urgence et en cas de menace grave et imminente pour l'ordre public, le Ministre de l'Intérieur peut, dans l'intérêt de l'ordre public, interdire temporairement ou de façon permanente, sur la voie publique et dans les lieux accessibles au public, l'exercice de certaines missions ou l'usage de certains moyens ou certaines méthodes ou imposer des mesures de sécurité complémentaires. »

5° au § 5, l'alinéa 2 devient l'alinéa 3.

**Art. 8.** L'article 10 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10. Sans préjudice de l'article 30 du Code d'instruction criminelle et de l'article 1er, 3° de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive, les entreprises de gardiennage, les services internes de gardiennage, les membres du personnel de ces entreprises ou services et les personnes travaillant pour leur compte communiquent sans délai aux autorités judiciaires, chaque fois qu'elles le demandent, toutes les informations relatives aux délits dont ils ont connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs activités. »

**Art. 9.** A l'article 11, alinéa 2, de la même loi, les mots "ou sur l'appartenance mutualiste" sont insérés après le mot "syndicales" et les mots "ou de cette appartenance" après les mots "ces opinions".

**Art. 10.** L'article 14 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 14. Les entreprises de gardiennage et de sécurité et les services internes de gardiennage envoient annuellement au Ministre de l'Intérieur, à la date qu'il détermine, un rapport d'activités dont il arrête la teneur. »

Le Ministre de l'Intérieur fait annuellement rapport par écrit à la Chambre des représentants, avant le 30 octobre, au sujet de l'application de la présente loi. »

**Art. 11.** L'article 17, alinéa 1er, 1° à 3°, de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« 1° retirer ou suspendre pour une durée maximale de six mois, pour toutes les activités exercées ou pour certaines d'entre elles, pour tous les lieux où elles sont exercées ou pour certains de ces lieux seulement, l'autorisation ou l'agrément accordé conformément aux articles 2 et 4 :

a) lorsque l'entreprise de gardiennage, l'entreprise de sécurité ou le service interne de gardiennage ne respecte pas les dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution ou n'en réunit plus les conditions ou exerce des activités incompatibles avec l'ordre public ou avec la sécurité intérieure ou extérieure de l'Etat;

b) lorsque des lacunes sont constatées dans le contrôle exercé par une telle entreprise ou un tel service sur le respect des dispositions de la présente loi par les membres de leur personnel ou les personnes qui travaillent pour leur compte.

2° retirer aux personnes visées à l'article 8, § 3, ou retenir pour une durée maximale de six mois, pour toutes les activités exercées ou pour partie d'entre elles, pour tous les lieux où ces activités sont exercées ou pour certains d'entre eux, la carte d'identification qui leur a été délivrée conformément à ladite disposition, lorsque ces personnes ne respectent pas les dispositions de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution;

3° retirer ou suspendre pour une durée maximale de six mois l'agrément accordé aux organismes visés à l'article 7, lorsque l'organisme ne respecte pas les dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution ou n'en réunit plus les conditions. »

2° in § 2 wordt het zesde lid opgeheven;

3° in § 3 wordt de volgende zin ingelast na het woord "politiedienst" :

« De onderneming zelf kan geen enkel soortgelijk document aan haar personeel afgeven. »

4° in § 5 wordt het eerste lid vervangen door de volgende bepaling :

« De Koning kan voorwaarden bepalen waaronder de bewakingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten bij het uitoefenen van hun opdrachten gebruik kunnen maken van bepaalde middelen en methodes. Hij kan tevens voorwaarden opleggen aan de gebruiker van die dienstverlening zoals bedoeld in artikel 1, § 1, 3°, met het oog op het nemen van maatregelen teneinde een maximale veiligheid te garanderen. »

In dringende gevallen en in geval van ernstige en onmiddellijke bedreiging van de openbare orde, kan de Minister van Binnenlandse Zaken, in het belang van de openbare orde, op de openbare weg en in voor het publiek toegankelijke plaatsen, tijdelijk of blijvend, de uitoefening van bepaalde opdrachten of het gebruik van bepaalde middelen of methodes verbieden of aanvullende veiligheidsmaatregelen opleggen. »

5° in § 5 wordt het tweede lid het derde lid.

**Art. 8.** Artikel 10 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 10. Onverminderd artikel 30 van het Wetboek van strafverdring en artikel 1, 3°, van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis, delen de bewakingsondernemingen, de interne bewakingsdiensten, de personeelsleden van die ondernemingen of diensten en de personen die voor hun rekening werken, aan de rechterlijke instanties, telkens als deze erom verzoeken, onverwijld alle inlichtingen mede over misdrijven waarvan zij tijdens of naar aanleiding van de uitoefening van hun activiteiten kennis krijgen. »

**Art. 9.** In artikel 11, tweede lid, van dezelfde wet worden de woorden "of op het mutualistisch lidmaatschap" ingelast na het woord "vakbondsovertuigingen" en de woorden "of van dat lidmaatschap" na het woord "overtuigingen".

**Art. 10.** Artikel 14 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 14. De bewakings- en beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten sturen de Minister van Binnenlandse Zaken jaarlijks, op de door hem bepaalde datum, een activiteitenverslag waarvan hij de inhoud bepaalt. »

De Minister van Binnenlandse Zaken brengt jaarlijks vóór 30 oktober aan de Kamer van volksvertegenwoordigers schriftelijk verslag uit over de toepassing van deze wet. »

**Art. 11.** Artikel 17, eerste lid, 1° tot 3°, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« 1° de overeenkomstig de artikelen 2 en 4 verleende vergunning of erkenning, voor alle of voor sommige activiteiten, voor alle plaatsen waar die activiteiten worden uitgeoefend of voor slechts enkele plaatsen, intrekken of voor een termijn van ten hoogste zes maanden schorsen :

a) wanneer de bewakingsonderneming, de beveiligingsonderneming of de interne bewakingsdienst de bepalingen van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten niet in acht neemt of niet meer aan de voorwaarden ervan voldoet of activiteiten uitoefent die onverenigbaar zijn met de openbare orde of met de inwendige of de uitwendige veiligheid van de Staat;

b) wanneer gebreken worden vastgesteld in de controle die door dergelijke ondernemingen of diensten wordt uitgeoefend op de naleving van de bepalingen van deze wet door hun personeelsleden of de personen die voor hun rekening werken;

2° de identificatiekaart die aan de in artikel 8, § 3, bedoelde personen overeenkomstig de genoemde bepaling is afgegeven, voor alle activiteiten of voor een gedeelte ervan, voor alle plaatsen waar die activiteiten worden uitgeoefend of voor sommige ervan, intrekken of voor een termijn van ten hoogste zes maanden inhouden, wanneer die personen de bepalingen van deze wet of haar uitvoeringsbesluiten niet in acht nemen;

3° de erkenning die aan de in artikel 7 bedoelde instellingen is verleend, intrekken of voor een termijn van ten hoogste zes maanden schorsen wanneer de instelling de bepalingen van deze wet en van haar uitvoeringsbesluiten niet in acht neemt of niet meer aan de voorwaarden ervan voldoet. »

**Art. 12.** A l'article 18 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° L'alinéa 1er est remplacé par la disposition suivante :

« Les infractions aux articles 8, § 2, alinéas deux à cinq, et 11, ainsi qu'aux arrêtés pris en exécution de l'article 8, § 5, sont punies d'une amende de 1 000 à 1 000 000 de francs. Les infractions aux articles 8, § 3, et 10, sont punies d'une amende de 100 à 100 000 francs. »

2° L'alinéa 5 est abrogé.

**Art. 13.** L'article 19, § 2, alinéa 2, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Le Procureur du Roi dispose d'un délai d'un mois à compter de la réception du procès-verbal, pour examiner la qualification des faits et, le cas échéant, pour informer le fonctionnaire visé à l'alinéa premier de ce qu'au vu de cette qualification, il estime devoir faire application de l'article 18. »

**Art. 14.** L'article 21 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 21. La présente loi ne s'applique pas aux gardes particuliers visés aux articles 61, 62 et 63 de la loi du 7 octobre 1886 contenant le Code rural, l'article 177 de la loi du 19 décembre 1854 contenant le Code forestier, l'article 31 de la loi du 1er juillet 1954 sur la pêche fluviale, à l'arrêté royal du 29 août 1926 relatif à l'agrément de gardes pour surveiller l'exécution de la loi du 10 mars 1925 sur la distribution d'énergie électrique et les articles 84 et 85 de l'arrêté royal du 23 septembre 1958 portant règlement général sur la fabrication, l'emmagasinage, la détention, le débit, le transport et l'emploi des produits explosifs. »

**Art. 15.** L'article 22, § 3, de la même loi, modifié par la loi du 19 juillet 1991 organisant la profession de détective privé, est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Les personnes qui, au 29 mai 1990, étaient employées par une entreprise de gardiennage, ou par un service interne de gardiennage sont censées avoir satisfait aux conditions fixées à l'article 5, alinéa 1er, 5°, si elles y exerçaient des fonctions de direction et aux conditions fixées à l'article 6, alinéa 1er, 5°, si elles y exerçaient des fonctions d'exécution.

Les personnes qui, au 29 mai 1990, étaient employées par une entreprise de sécurité, sont censées avoir satisfait aux conditions fixées à l'article 5, alinéa 1er, 5°, si elles y exerçaient des fonctions de direction et sont censées avoir satisfait aux conditions fixées à l'article 6, alinéa 1er, 5°, si elles y exerçaient des fonctions d'exécution. »

**Art. 16.** Un article 23bis, libellé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 23bis. Il est créé un Conseil consultatif de la Sécurité privée, qui a pour mission de conseiller le Ministre de l'Intérieur sur la politique relative aux matières visées par la présente loi ainsi qu'aux matières connexes.

Le Roi détermine la composition, les tâches et l'organisation de ce Conseil. »

#### CHAPITRE II. — *Modification de la loi du 19 juillet 1991 organisant la profession de détective privé*

**Art. 17.** Un article 23bis, libellé comme suit, est inséré dans la loi du 19 juillet 1991 organisant la profession de détective privé, telle que modifiée par la loi du 30 décembre 1996 :

« Art. 23bis. Il est créé un Conseil consultatif de la Sécurité privée, qui a pour mission de conseiller le Ministre de l'Intérieur sur la politique relative aux matières visées dans la présente loi ainsi qu'aux matières connexes.

Le Roi détermine la composition, les tâches et l'organisation de ce Conseil. »

#### CHAPITRE III. — *Modifications de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions*

**Art. 18.** L'article 12, alinéa 2, de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, modifié par la loi du 29 juillet 1934, est abrogé.

**Art. 12.** In artikel 18 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Overtreding van de artikelen 8, § 2, tweede tot vijfde lid, en 11, alsmede van de besluiten genomen ter uitvoering van artikel 8, § 5, wordt bestraft met een geldboete van 1 000 tot 1 000 000 frank. Overtreding van de artikelen 8, § 3, en 10 wordt bestraft met een geldboete van 100 tot 100 000 frank. »

2° Het vijfde lid wordt opgeheven.

**Art. 13.** Artikel 19, § 2, tweede lid, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De Procureur des Konings beschikt over een termijn van een maand te rekenen van de ontvangst van het proces-verbaal om de kwalificatie van de feiten te onderzoeken en, in voorkomend geval, de ambtenaar, bedoeld in het eerste lid, in te lichten dat hij, in het licht van die kwalificatie, artikel 18 meent te moeten toepassen. »

**Art. 14.** Artikel 21 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 21. Deze wet is niet van toepassing op de bijzondere wachters bedoeld in de artikelen 61, 62 en 63 van de wet van 7 oktober 1886 houdende het Veldwetboek, in artikel 177 van de wet van 19 december 1854 houdende het Boswetboek, in artikel 31 van de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij, in het koninklijk besluit van 29 augustus 1926 betreffende het aannemen van bewakers belast met het toezicht op de uitvoering van de wet van 10 maart 1925 op de electriciteitsvoorziening, en in de artikelen 84 en 85 van het koninklijk besluit van 23 september 1958 houdende algemeen reglement betreffende het fabriceren, opslaan, onder zich houden, verkopen, vervoeren en gebruiken van springstoffen. »

**Art. 15.** Artikel 22, § 3, van dezelfde wet, gewijzigd door de wet van 19 juli 1991 tot regeling van het beroep van privé-detective, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. De personen die op 29 mei 1990 in dienst waren van een bewakingsonderneming of een interne bewakingsdienst worden geacht aan de voorwaarden, bedoeld in artikel 5, eerste lid, 5°, te hebben voldaan, indien zij er een leidinggevende functie bekleedden en aan de voorwaarden, bedoeld in artikel 6, eerste lid, 5°, indien zij er een uitvoerende functie bekleedden.

De personen die op 29 mei 1990 in dienst waren van een beveiligingsonderneming worden geacht aan de voorwaarden, bedoeld in artikel 5, eerste lid, 5°, te hebben voldaan, indien zij er een leidinggevende functie bekleedden en aan de voorwaarden, bedoeld in artikel 6, eerste lid, 5°, indien zij er een uitvoerende functie bekleedden. »

**Art. 16.** Een artikel 23bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« Art. 23bis. Er wordt een Adviesraad inzake Private veiligheid opgericht, wiens opdracht er in bestaat de Minister van Binnenlandse Zaken te adviseren omtrent het beleid inzake de in deze wet beoogde en aanverwante aangelegenheden.

De Koning bepaalt de samenstelling, de taken en de organisatie van deze Raad. »

#### HOOFDSTUK II. — *Wijziging van de wet van 19 juli 1991 tot regeling van het beroep van privé-detective*

**Art. 17.** Een artikel 23bis, luidend als volgt, wordt in de wet van 19 juli 1991 tot regeling van het beroep van privé-detective, zoals gewijzigd door de wet van 30 december 1996, ingevoegd :

« Art. 23bis. Er wordt een Adviesraad inzake Private veiligheid opgericht, wiens opdracht er in bestaat de Minister van Binnenlandse Zaken te adviseren omtrent het beleid inzake de in deze wet beoogde en aanverwante aangelegenheden.

De Koning bepaalt de samenstelling, de taken en de organisatie van deze Raad. »

#### HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op den handel in munitie*

**Art. 18.** Artikel 12, tweede lid, van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op den handel in munitie, gewijzigd door de wet van 29 juli 1934, wordt opgeheven.

**Art. 19.** Un article 14<sup>ter</sup>, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi, modifiée par les lois du 29 juillet 1934, 4 mai 1936, 6 juillet 1978, 30 janvier 1991, 5 août 1991 et 9 mars 1995 :

« Article 14<sup>ter</sup>. Seules les personnes physiques ou morales agréées conformément à l'article 1<sup>er</sup> sont autorisées à exploiter une installation de tir à l'arme à feu, située dans un local fermé ou non, ou à organiser occasionnellement ou régulièrement des exercices de tir sportif.

Le Roi fixe les conditions d'agrément, sur proposition des ministres qui ont la Justice et l'Intérieur dans leurs attributions.

Le présent article ne s'applique pas aux installations ou aux exercices de tir réservés exclusivement à la formation ou à l'entraînement des agents de services de l'autorité ou de la force publique déterminés conformément à l'article 22, alinéa 3. »

**Art. 20.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 18 juillet 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,  
J. VANDE LANOTTE

Le Ministre de la Justice,  
S. DE CLERCK

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
S. DE CLERCK

**Art. 19.** Een artikel 14<sup>ter</sup>, luidend als volgt, wordt ingevoegd in dezelfde wet, gewijzigd door de wetten van 29 juli 1934, 4 mei 1936, 6 juli 1978, 30 januari 1991, 5 augustus 1991 en 9 maart 1995 :

"Artikel 14<sup>ter</sup>. Alleen de natuurlijke personen of rechtspersonen die overeenkomstig artikel 1 zijn erkend, worden gemachtigd om een schietinstallatie voor vuurwapens, al dan niet gelegen in een gesloten lokaal, uit te baten, of af en toe of regelmatig oefeningen voor sportschieten te organiseren.

De Koning bepaalt de erkenningsvoorwaarden op voorstel van de Ministers die bevoegd zijn voor Justitie en Binnenlandse Zaken.

Dit artikel is niet van toepassing op de schietinstallaties of de schietoefeningen die enkel bestemd zijn voor de opleiding of de training van de ambtenaren van de diensten van het openbaar gezag of van de openbare macht die overeenkomstig artikel 22, derde lid, worden aangeduid. »

**Art. 20.** Deze wet treedt in werking de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 18 juli 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
J. VANDE LANOTTE

De Minister van Justitie,  
S. DE CLERCK

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
S. DE CLERCK

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,  
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 97 — 1782

[S - C - 97/22616]

**8 AOUT 1997.** — Arrêté royal modifiant la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments en application de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne

RAPPORT AU ROI

Sire,

Ces mesures offrent la possibilité au pharmacien hospitalier de délivrer, sous certaines conditions, des médicaments aux personnes qui sont hébergées en maisons de repos pour personnes âgées, en maisons de repos et de soins, en maisons de soins psychiatriques et en habitations protégées.

Cette faculté laissée au pharmacien hospitalier, n'empêche toutefois pas les pharmaciens d'officines ouvertes au public de continuer la délivrance à ces institutions.

Par ce biais, on crée la possibilité de pourvoir ces institutions en médicaments qui sont moins cher pour l'INAMI.

En effet, les médicaments délivrés par les pharmaciens hospitaliers sont soumis à des marges bénéficiaires inférieures à celles prévues pour les médicaments délivrés par les pharmaciens d'officines ouvertes au public.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,  
les très respectueux  
et très fidèles serviteurs,

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,  
M. COLLA

Le Ministre du Budget,  
H. VAN ROMPUY

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,  
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 97 — 1782

[S - C - 97/22616]

**8 AUGUSTUS 1997.** — Koninklijk besluit tot wijziging van de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen in uitvoering van artikel 3, § 1, 4<sup>o</sup> van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Deze maatregelen strekken ertoe toelating te verlenen aan de ziekenhuisapotheker om onder bepaalde voorwaarden geneesmiddelen af te leveren aan de personen die gehuisvest zijn in rusthuizen voor bejaarden, in rust- en verzorgingstehuizen, in psychiatrische verzorgingstehuizen en in beschutte woningen.

Die mogelijkheid die aan de ziekenhuisapotheker wordt geboden, verhindert echter niet dat de apothekers met een voor het publiek opengestelde apotheek, deze verder mogen afleveren aan die instellingen.

Hierdoor wordt de mogelijkheid gecreëerd om deze instellingen te voorzien in geneesmiddelen die goedkoper zijn voor het RIZIV.

De geneesmiddelen afgeleverd door ziekenhuis-apothekers worden immers onderworpen aan winstmarges die lager liggen dan deze voorzien voor de geneesmiddelen afgeleverd door apothekers met een voor het publiek opengestelde apotheek.

Wij hebben de eer U te zijn,

Sire,

van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,  
M. COLLA

De Minister van Begroting,  
H. VAN ROMPUY